Guy → René → [illegible]

LE POLITIQUE

de la rue Saint Guillaume

journal du "*Mouvement pour l'élection de Jacques Chirac*"

EDITORIAL

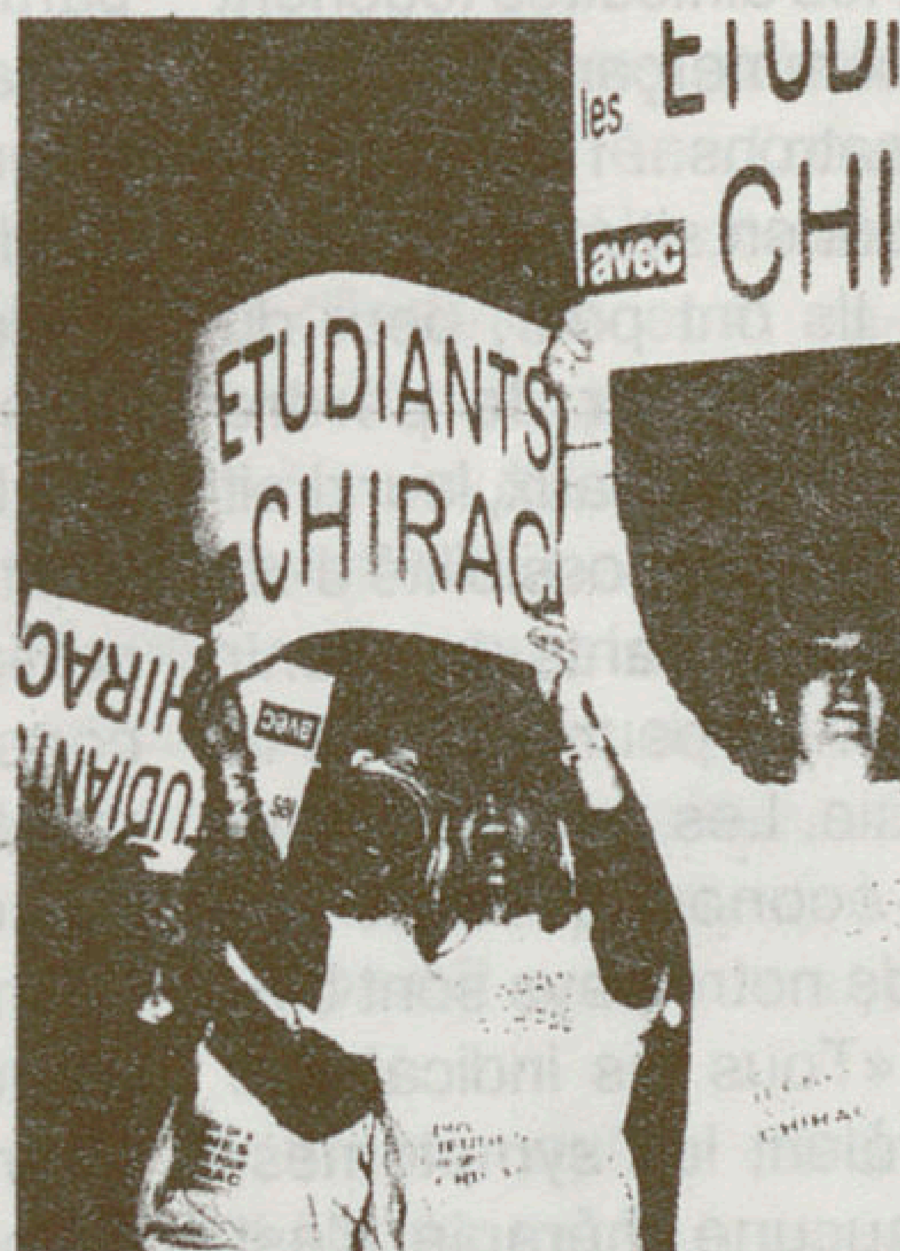
Jacques Chirac est sans aucun doute le candidat à l'élection présidentielle le mieux à même d'engager la France dans les réformes qui lui sont nécessaires, tant par sa personnalité que par ses idées. Il ne s'agit plus aujourd'hui de se contenter d'une politique essentiellement gestionnaire. Pour mener à bien les réformes profondes qui s'imposent, il est nécessaire que le nouveau Président de la République soit un véritable Politique, riche d'une longue expérience du terrain et d'une volonté clairement affirmée. Ce dont la France a besoin, c'est d'un nouveau souffle pour rompre avec 14 ans de socialisme, libérer les initiatives et surtout, renouer le Pacte Républicain. Or, seule l'alternative que nous propose Jacques Chirac est aujourd'hui susceptible d'engager notre pays sur la voie d'un redressement fort et durable, lui permettant d'assurer son rôle moteur au sein de l'Europe. On nous a présenté le vote Balladur comme un vote utile, merveilleuse escroquerie qui permettait d'éluder tout débat d'idée. S'il a jamais tenu, cet argument ne vaut plus aujourd'hui.

Il est dès aujourd'hui déterminant que les étudiants qui soutiennent Jacques Chirac à Sciences Po se rencontrent et agissent. Ils sont nombreux, et beaucoup d'entre eux étaient présents au meeting du vendredi 17 Porte de Versailles. Certains membres du RPR, qui il y a peu clamaient haut et fort leur engagement derrière Jacques Chirac ont subitement par pur opportunisme décidé de créer un comité de soutien à Edouard B. Heureusement, à Sciences Po comme ailleurs, une majorité de sympathisants gaullistes est restée fidèle et lucide.

Au delà, le Mouvement pour la Candidature de Jacques Chirac en appelle au rassemblement de toutes les énergies, de tous les républicains, et se déclare prêt à travailler et à débattre avec l'ensemble des étudiants et associations qui le souhaitent. Une structure de coordination des actions des différentes associations soutenant Jacques Chirac se met en place. Nous demandons aux étudiants de Sciences Po de la rejoindre.

F.D.

Avec Jacques CHIRAC, c'est une FRANCE POUR TOUS que appelons de nos voeux.



SONDAGES

Selon un sondage BVA pour France 2, Europe 1, Paris Match, Lionel Jospin serait en tête du premier tour de l'élection présidentielle, devant Jacques Chirac et Edouard Balladur à égalité. Selon ce sondage réalisé de vendredi à lundi, après l'annonce du programme de Jacques Chirac et avant les derniers rebondissements de l'affaire de l'écoute Schuller-Maréchal, M. Balladur, en baisse serait à égalité avec Jacques Chirac au second tour 50%-50%. Il l'emporterait sur Lionel Jospin avec 53% contre 47%. Quant à Jacques Chirac, il battrait Lionel Jospin avec 54% contre 46%.

Au premier tour, dans l'hypothèses où M. Barre ne serait pas candidat, Lionel Jospin recueillerait 22% des intentions de vote, M. Balladur, en baisse de 5 points, et Jacques Chirac en hausse de 3 points seraient tous deux à 21%.

Dans l'hypothèse où M. Barre serait candidat, M. Jospin obtiendrait 21%, M. Balladur en baisse de 4,5 points et Jacques Chirac en hausse de 3 recueilleraient chacun 20%.

L'URGENCE DE LA REFORME

«Voilà ce que représente pour moi le gaullisme : un volontarisme enraciné dans l'amour de la patrie, l'esprit républicain, le sens du concret, le respect du peuple, de sa fierté, de sa mémoire». (Jacques Chirac La France pour tous).

En 14 ans de socialisme, la France s'est enlisée, et les Français ont fini par perdre confiance. Le chômage n'a cessé de s'aggraver, les Français en situation de précarité sont toujours plus nombreux, les difficultés touchent aussi commerçants, artisans, petits patrons... Trop de Français sont en situation de précarité. Ils ont peur, peur du chômage, peur de perdre leurs acquis sociaux, leur droit à la retraite, la possibilité d'offrir à leurs enfants un avenir meilleur. La peur entraîne la paralysie. Les rouages politiques, économiques et sociaux de notre pays sont bloqués. «Tous les indicateurs en révèlent les symptômes, mais aucune thérapie n'est prescrite parce que trop de responsables raisonnent sur des chiffres, pas sur la vie des hommes.» Il ne faut pas accepter cet enlisement qui mène au fatalisme, la politique menée depuis deux ans n'est pas contrairement à ce qu'on voudrait bien nous faire croire, la seule possible. La France est au bout d'une route, elle a épuisé les ressorts d'une certaine vision de la réforme. Les Français attendent aujourd'hui de véritables choix politiques, car ils sont conscients que leur pays en a besoin. La politique est l'art de rendre le nécessaire possible.

Le changement

Le changement est avant tout un état d'esprit. Les Français l'attendent et le redoutent. Il ne faut pas se laisser bercer par le fatalisme ambiant qui voudrait nous persuader que la décision politique a perdu toute marge de manoeuvre, en raison en particulier de la contrainte internationale. Cette vision parfaitement immobiliste est profondément défaitiste, il est évident qu'il est encore possible de «remettre la France sur les rails de son avenir, c'est une question de volonté politique.» Rejeter le fatalisme conservateur, c'est résolument faire le choix de l'espérance. Seul le changement permettra à la France de rester unie, prospère et de tenir son rang dans le concert des nations.

Le changement n'est pas cependant agitation désordonnée. Les Français sont attachés à un héritage dont ils sont les dépositaires. «Ils veulent le progrès sans perdre leur art de vivre.» La société française a changé. Le modèle de la société stable dans laquelle une croissance soutenue assurait le progrès social a fait place à celui d'une société mouvante et fractionnée. Cette société doit donc être gouvernée en mettant de côté les vieux réflexes. Cela signifie que les processus décisionnels devront de plus en plus faire appel à la concertation, mais à une véritable concertation. Elle doit intervenir avant la prise de décision et non après le rejet massif d'une décision unilatérale. Est-il besoin de rappeler l'attachement du Général de Gaulle à la participation des salariés au pouvoir dans l'entreprise? Cela signifie également que l'État et le pouvoir politique doivent être suffisamment forts pour assumer des choix et des décisions qui même si elles s'imposent peuvent être impopulaires.

L'homme au coeur de la réforme : l'emploi une priorité nationale

La démocratie repose sur un consensus social. S'il est menacé, l'Etat doit agir immédiatement pour protéger les faibles que la nature et la vie en société ne cessent d'engendrer. Aujourd'hui, le consensus est disloqué. L'ascenseur social est en panne. Le retour à la croissance ne solutionnera pas l'ensemble des difficultés. Les grands équilibres comptables sont une contrainte quasi indépassable certes. Mais en aucun cas les contraintes comptables ne doivent servir d'alibi à la démission du Politique. La France ne peut ni ne doit se contenter d'un traitement social du

chômage, une nouvelle approche de l'économie est nécessaire pour permettre un retour à des réformes d'envergure.

Il faut rompre avec la logique conservatrice qu'on nous impose depuis 10 ans. Jacques Chirac nous invite à replacer l'homme et ses besoins au centre du projet économique : les mêmes chiffres éclaireront alors une autre réalité. Posons en principe que le progrès social et le bien être de tous sont les seuls critères d'une réussite politique : les fatalité des analystes deviendront moins flagrantes. Jacques Chirac, partant de cette analyse propose aux Français une stratégie de réforme : réformes urgentes dans les six mois (Politique de la ville par exemple,...), réformes de fond dans les trois ans.

Qui mieux que Jacques Chirac parmi les candidats à l'élection présidentielle est à même de prendre en compte la dimension humaine des difficultés auxquelles la France est confrontée? Les sondages n'éliront pas le Président de la République. Il est évident qu'on ne s'improvise pas non plus Président. Jacques Chirac, depuis deux a pris le recul et mené les réflexions nécessaires à cette tâche.

POLITIQUE ET TECHNOSTRUCTURE :

REFORMER L'ETAT POUR REFORMER LA FRANCE

«L'écart se creuse entre l'homme de la rue et une classe dirigeante dont le comportement reflète un scepticisme de bon ton et de mauvais aloi.» (Jacques Chirac La France pour tous).

Certains média, par ailleurs fort complaisants envers les reculades incessantes de l'anti-méthode balladurienne, ont cru pouvoir réduire les propos de Jacques Chirac à l'égard de la technocratie, à une critique en règle du rôle des technocrates voire à une remise en cause de leur existence même. Ce raccourci est à l'inverse des propos tenus par Jacques Chirac.

Démission du Politique

La classe politique a progressivement démissionné de ses responsabilités. Emporté par les idées en vogue (Cf «La fin de l'Histoire» du Japonais Fukuyama), le Politique s'est effacé. «Au lieu de gouverner, les hommes politiques se sont mis à communiquer en vase clos, ils ont pris la pose devant les miroirs déformants de médias. L'obsession de leur image a orienté leur stratégie ; ils ont abandonné la sphère de l'action pour les mirages du narcissisme.» Et, le pouvoir a été en quelque sorte confisqué par des entourages mondains, des experts, des analystes financiers, des éminences lovées dans des cabinets ministériels plus habiles à flatter qu'à décider.

La captation du pouvoir par la technostructure

Une caste techniquement compétente, mais irresponsable et sociologiquement éloignée du peuple détient aujourd'hui dans notre pays un pouvoir exorbitant. Cette démission du Politique est d'autant plus grave qu'elle s'est accompagnée d'une crise des valeurs. Un certain nombre d'individus sont entrés en politique qui confondent le bien public avec les engouements passagers d'une opinion préalablement anesthésiée. L'idée de prendre une décision partiellement ou provisoirement impopulaire leur paraît saugrenue.

Cette conception de la politique écarte, oublie le peuple. Ce cercle politique fermé n'est pas à même de le prendre en considération. En démocratie, seuls les représentants du peuple doivent diriger le pays. «Eux seuls, par ailleurs, ont le pouvoir d'innover. Les privilégiés inclinent toujours au conservatisme social, les experts au conservatisme intellectuel». L'effort intellectuel nécessaire au renouveau sera considérable : il ne viendra pas par des techniciens. C'est au pouvoir poli-

tique de l'impulser, sans méconnaître le poids des habitudes et les pesanteurs psychologiques.

Quel rôle pour l'Administration ?

Si Jacques Chirac condamne avec raison la captation du pouvoir politique par la technostructure, il n'est pas question pour lui de s'attaquer à l'administration, dès lors que celle-ci se cantonne strictement dans ses attributions. Nos technocrates sont compétents, il faut donc mieux les utiliser. «La France jouit d'un privilège envié par tous les grands pays du monde, y compris les Etats-unis : un Etat fort, servi par une administration efficace.» L'Etat et son administration ont permis l'unification de la France. Ni les technocrates de l'Union européenne, ni les marchés internationaux ne doivent régler notre destin. C'est ce qui nous menace si l'Etat devient trop faible. Nos institutions, celles qu'a voulues le Général de Gaulle ont montré combien elles étaient solides. Il n'est donc pas question de remettre en cause notre administration. Mais l'administration se doit de rester strictement dans ses attributions.

Ce qui est inquiétant, c'est la dérive qui a mené à la confiscation du pouvoir par la technostructure. «Elle se coopte aux frontières mouvantes de la Haute administration, des cabinets ministériels et des grandes entreprises publiques, privées ou mixtes. Elle fonctionne comme un club mondain, à l'écart des réalités. La qualité des intéressés n'est pas en cause. C'est l'éclipse des politiques qui a enraciné des moeurs de sérail.» Mettre un terme à ces moeurs rendra l'Etat plus efficace.

Faire un meilleur usage de nos fonctionnaires

Les Hauts fonctionnaires ont vocation à exécuter, non à décider. Une solution pourrait être la limitation du nombre et des prérogatives des membres des cabinets. Pour éviter la confusion des genres, il faut aussi réglementer sévèrement les possibilité de pantouflage des Hauts fonctionnaires, et à l'inverse réglementer les emplois de contractuels dans les collectivités territoriales. Jacques Chirac dans son discours le 17 février a clairement indiqué qu'il entendait faire des fonctionnaires les partenaires de la modernisation du service public. Il faut rendre leurs missions plus intéressantes et leurs responsabilités moins disséminées, appliquer à nos administrations des méthodes modernes de gestion et de motivation. L'amélioration de la situation des fonctionnaires ne se résume pas à l'augmentation de leur nombre. Elle passe par un effort de productivité, davantage d'imagination, d'autonomie, de pouvoir déconcentré, y compris financier. Elle suppose aussi une plus grande mobilité, la diversification des tâches et l'intéressement. Pour réformer la France, il faut réformer l'Etat.

Le redressement de la France ne pourra être réalisé que si le Politique reprend en main la politique. «Le peuple souverain choisit ses représentants, il leur incombe et à eux seuls, de diriger le pays.»

Contacts :

Franck Delaunay : 42-50-00-22

Olivier Caracotch : 43-21-30-72

Coupon à retourner à :

"*Les étudiants avec Chirac*"- 8 rue de Musset 75016 Paris - ✆ : 45.25.34.65 - fax : 45.25.51.33

Nom : .... Prénom : ....

Filière : .... Année d'étude : .... Etablissement : ....

adresse complète : n° .... voie ....

code postal : .... ville : .... ✆ ....

❑ **déclare soutenir la candidature de Jacques Chirac à l'élection présidentielle**

❑ désire être contacté par le responsable des "***étudiants avec Chirac***" de Sciences po.

Date : .... Signature